(Agent titulaire dans une ou plusieurs collectivités)

# ARRÊTÉ

# DE NOMINATION EN QUALITÉ D'AGENT INTERCOMMUNAL À TEMPS NON COMPLET (à raison de [heures] heures hebdomadaires) DE M. ou Mme [Nom Prénom] GRADE [grade]

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi nº 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi],

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi] à raison de [heures] heures hebdomadaires,

OU

Vu le tableau des effectifs de la collectivité,

Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de gestion,

Considérant que M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom], [grade] exerce ses fonctions à [mairie ou établissement] à raison de [heures] heures hebdomadaires,

Considérant que [mairie ou établissement] est l'employeur principal au vu du nombre d'heures effectuées par l'agent ou au titre de la date du recrutement,

Considérant la candidature de M. ou Mme [Nom, Prénom],

Vu l'arrêté à effet du [date d'effet] fixant la dernière situation de l'agent, grade [grade], échelon [échelon], Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté de [durée ancienneté],

Considérant que le cumul des emplois de l'agent ne peut excéder 15% du temps complet,

# **ARRÊTE**

### ARTICLE 1:

À compter du [date], M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] est nommé dans le grade de [grade], sur un emploi à temps non complet à raison de [heures] heures hebdomadaires,

### ARTICLE 2 : (le cas échéant, en fonction de la durée cumulée des emplois occupés)

À compter du [date] M. ou Mme [Nom, Prénom] est intégré(e) dans cadre d'emplois des [cadre d'emploi],

### ARTICLE 3:

À la date précitée, M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom], est classé(e) au [échelon] échelon, indice brut [IB], indice majoré [IM], avec une ancienneté de [durée ancienneté],

## ARTICLE 4 : (En fonction de la durée cumulée des emplois occupés)

M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom], est soumis(e) au régime général de la Sécurité Sociale et est affilié(e) à l'IRCANTEC, OU

M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] est soumis(e) au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la CNRACL,

# ARTICLE 5:

Le Secrétaire général (ou le Directeur général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au représentant de l'État,
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date] Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date] Signature de l'agent :

NB: Pour permettre le classement en catégorie active au regard de la C.N.R.A.C.L., en plus du grade, l'arrêté devra comporter les fonctions exercées: http://www.cnracl.fr/igcnr/default.asp?chap=4&ref=7&sub=1&asp=texte.